

## Débats et enjeux autour du développement local dans les nouveaux Lânder : la question des conditions de vie en milieu rural

In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 38, 2007, N°3. Le développement rural en Allemagne réunifiée : modèles, contextes, enjeux. pp. 57-84.

---

Citer ce document / Cite this document :

Martin Born Karl, von Hirschhausen Béatrice. Débats et enjeux autour du développement local dans les nouveaux Lânder : la question des conditions de vie en milieu rural. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 38, 2007, N°3. Le développement rural en Allemagne réunifiée : modèles, contextes, enjeux. pp. 57-84.

doi : 10.3406/receo.2007.1846

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/receo\\_0338-0599\\_2007\\_num\\_38\\_3\\_1846](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/receo_0338-0599_2007_num_38_3_1846)

---

## Abstract

Questions and issues about local development in the new Lander: Living conditions in rural areas  
How to ensure basic services in rural areas where the population is ageing and decreasing? What effects do new population patterns and socioeconomic changes have on peripheral areas in the new German states? What political issues are at stake? The theory of "central places", which has been used to analyze and manage access to services, is unsatisfactory. A case study of the small Prignitz area draws attention to the flexibility and inventiveness of local initiatives for coping with the drawbacks of isolation and distance. It is necessary to pay more attention to local actors' ability to react. Demographic ageing and the requisite services provide an opportunity for studying this problem from a geographical dimension. Depending on the type of "space", the question of services for the elderly arises in radically different terms; and political issues change. To find solutions, close attention must be paid to the territorial, social and behavioral dimensions of these differences.

## Résumé

Comment assurer les services de base dans des campagnes dépeuplées et vieilles ? Cet article s'intéresse aux effets des redistributions démographiques et des mutations socio-économiques dans les espaces périphériques des nouveaux Lander de même qu'à leurs enjeux politiques. Il montre que la théorie des places centrales mobilisée jusqu'à présent pour analyser et gérer l'accès aux services est insuffisante. À partir d'une étude de cas menée dans la petite région de Prignitz, il met l'accent sur la flexibilité et l'inventivité des initiatives que les sociétés locales prennent pour contourner le handicap de l'isolement et de la distance. Il insiste sur la nécessité de mieux tenir compte, dans les analyses, de la réactivité des acteurs. Le cas du vieillissement et des services spécifiques qu'il requiert est l'occasion d'étudier plus précisément la question dans sa dimension géographique. Selon les types d'espaces, la question des services aux personnes âgées se pose en termes radicalement différents tandis que les défis d'ordre politique changent de nature. La recherche de solutions passe par une prise en considération attentive de ces différences dans leurs dimensions territoriales, sociales et comportementales.

# DÉBATS ET ENJEUX AUTOUR DU DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS LES NOUVEAUX *LÄNDER*

## LA QUESTION DES CONDITIONS DE VIE EN MILIEU RURAL

KARL MARTIN BORN

Wissenschaftlicher Assistent, Institut für Geographische Wissenschaften, Freie  
Universität Berlin (kmborn@geog.fu-berlin.de)

**RÉSUMÉ :** Comment assurer les services de base dans des campagnes dépeuplées et vieilles ? Cet article s'intéresse aux effets des redistributions démographiques et des mutations socio-économiques dans les espaces périphériques des nouveaux *Länder* de même qu'à leurs enjeux politiques. Il montre que la théorie des places centrales mobilisée jusqu'à présent pour analyser et gérer l'accès aux services est insuffisante. À partir d'une étude de cas menée dans la petite région de Prignitz, il met l'accent sur la flexibilité et l'inventivité des initiatives que les sociétés locales prennent pour contourner le handicap de l'isolement et de la distance. Il insiste sur la nécessité de mieux tenir compte, dans les analyses, de la réactivité des acteurs. Le cas du vieillissement et des services spécifiques qu'il requiert est l'occasion d'étudier plus précisément la question dans sa dimension géographique. Selon les types d'espaces, la question des services aux personnes âgées se pose en termes radicalement différents tandis que les défis d'ordre politique changent de nature. La recherche de solutions passe par une prise en considération attentive de ces différences dans leurs dimensions territoriales, sociales et comportementales.

Depuis la réunification des deux États allemands en 1990 et les transformations structurelles qu'elle a provoquées à l'Est, les espaces ruraux en Allemagne orientale ont, dans des proportions importantes, mobilisé l'attention des géographes, des aménageurs et des sociologues de l'espace ; ceci, non seulement en raison de la place que les campagnes occupent encore à l'Est, mais aussi de leur plus grande marginalité, associée à des densités de population plus faibles et à l'espacement beaucoup plus marqué des centres urbains. À la suite des transformations sociales et économiques, ces régions ont été particulièrement touchées par les processus de restructuration économique – et, notoirement, par la désindustrialisation – ainsi que par de profonds changements démographiques : émigration, vieillissement, départ des populations les plus qualifiées (Heimpold, 2003 ; Kapphan, 1996 ; *Themenheft zum demographischen Wandel*, 2002). On peut attribuer ces mutations à une série de facteurs que nous rappelons ici brièvement (voir aussi Schäfer, 1996).

En premier lieu, la réorganisation de l'agriculture est-allemande entraîne une complète redistribution des fonctions sociales et des infrastructures : dès la première vague de privatisation et dans la foulée de la Loi sur les compétences communales, toute une série de fonctions dont s'acquittaient auparavant les entreprises agricoles – étatiques ou coopératives – sont transférées aux communes<sup>1</sup>. Cette redistribution des compétences et, avec elles, des personnels et des locaux survient pour les communes durant une période de profonde restructuration politique et administrative. Les difficultés qui en résultent conduisent, dans les principales localités, à la liquidation pure et simple ou à la concentration d'une grande partie des services d'accueil des personnes (garderies, jardins d'enfants, maisons de retraite), des services de transport (transports publics, ramassage scolaire) et des services d'équipement et d'entretien du logement ou de la voirie (König & Heimann, 1996). Pour expliquer ces restructurations, on argue souvent de la forte densité des équipements d'alors et de l'obligation, pour les pouvoirs publics, de les concentrer en des lieux centraux. À vrai dire, ce raisonnement porte tout bonnement la marque du transfert des exigences et des expériences ouest-allemandes sans tenir suffisamment compte des spécificités du contexte rural de l'Allemagne orientale et, en l'occurrence, des densités plus faibles, de la dispersion de l'habitat, du manque de mobilité des habitants et du mauvais état des infrastructures.

Un deuxième facteur explicatif a trait à la restructuration et à la privatisation du commerce de détail qui, jusqu'en 1990, était étatisé selon le principe de l'encadrement et de l'universalité de l'approvisionnement des citoyens (Manz & Winkler, 1988, p. 295). De ce principe, lié à l'objectif de l'égalité des conditions de vie et de travail dans les villes et les

---

1. Pour une vue d'ensemble de cette question, on se reportera à DEICH & PFEFFERKORN, 1995.

campagnes, dépendaient l'affectation des équipements et des services à certains niveaux hiérarchiques du système de peuplement, la répartition des fonctions entre les localités et l'organisation des réseaux de transport. Le niveau d'équipement des différentes localités procédait donc de leur catégorie d'appartenance, conformément à la théorie des places centrales. Lors de la privatisation, entamée au tout début des années 1990, le réseau de distribution contrôlé par l'État fut privatisé par la *Treuhandanstalt*<sup>2</sup> tandis que les points de vente coopératifs subsistèrent localement jusque vers 1996. Ce faisant, l'offre de services, qui avait été constituée sur la base d'une économie centralement planifiée, a été restructurée et réduite sous la pression de l'obligation de rentabilité propre à l'économie de marché.

Outre ces changements du côté de l'offre, il faut considérer, en troisième lieu, l'évolution de la demande des consommateurs dans un contexte où les espaces ruraux subissaient des pertes d'emploi massives et une baisse du pouvoir d'achat. Au même moment, l'intérêt pour une offre diversifiée et de qualité a transformé la structure du commerce de détail rural, au point de permettre à de grandes surfaces de s'installer à côté du petit commerce. U. Schäfer (1996, p. 332) explique ce processus de concentration par la « mobilité » des citoyens est-allemands, c'est-à-dire l'habitude qu'ils avaient prise de s'approvisionner loin de chez eux à l'époque de l'« économie de la pénurie ». La concentration d'une offre de qualité et diversifiée en a été d'autant plus aisément acceptée et appréciée.

Enfin, plus récemment, les infrastructures de service ont été fortement affectées par le dépeuplement et le vieillissement des sociétés rurales. Sous leur double effet, auquel s'ajoutaient la mutation des valeurs, la réduction de la taille des familles (jusqu'au niveau élémentaire des foyers mono-nucléaires) et la diminution des ressources financières, l'on observe des processus d'adaptation qualitative et quantitative qui concernent tant les infrastructures universelles que celles qui ciblent certaines classes d'âge (Winkel, 2006).

Les débats actuels relatifs à l'influence de l'aménagement du territoire sur l'avenir des périphéries rurales sont menés dans deux directions. D'une part, le dépeuplement et les questions qu'il soulève du point de vue des stratégies de développement et de stabilisation ou de la chute des ressources fiscales débouchent sur d'ambitieuses reformulations du réseau des places centrales. D'autre part, l'on s'interroge sur la possibilité d'établir et de garantir concrètement des conditions de vie équivalentes dans les villes et les campagnes (Barlösius, 2006). Dans ce contexte, trois considérations fondamentales sous-tendent la réflexion : la référence au principe constitutionnel d'équivalence des conditions de vie renvoie au contexte social

---

2. La *Treuhandanstalt* est la société fiduciaire créée en 1990 qui fut chargée jusqu'en 1994, date de sa fermeture, de privatiser les entreprises est-allemandes (NdT).

antérieur de relative homogénéité sociale et territoriale ; l'équivalence continue d'être interprétée en termes d'égalité et d'uniformité ; l'égalité et l'uniformité sont saisies en termes quantitatifs comme des ressources matérielles et des potentiels de développement. Précisons que ces considérations sont envisagées sous l'angle du rapport des sociétés à l'espace et tournent en fin de compte autour de la notion de développement territorial durable.

De même, ce discours s'appuie sur des arguments fiscaux en invoquant les coûts de distribution dans les régions à faible densité et l'impossibilité qui s'ensuit d'assurer convenablement l'approvisionnement en biens et services. C'est sur cette problématique que se fondent les « Schémas directeurs et stratégies pour le développement territorial en Allemagne », proposés par la Conférence ministérielle pour l'aménagement du territoire (*Ministerkonferenz für Raumordnung – MKRO*) et adoptés en 2006 (*Themenheft*, 2006). Le Schéma 1 « Croissance et innovation » et le Schéma 2 « Assurer les services de base » visent à trouver un compromis entre la concentration des services dans les villes de rang supérieur et l'amélioration de la qualité de la desserte.

Parallèlement, la participation des citoyens aux processus de décision, l'engagement des communautés et l'investissement privé se développent pourtant dans certaines régions rurales. Il semble qu'un nombre croissant de leurs habitants ne se fient plus autant à la politique d'aménagement du territoire et compensent ses carences par des initiatives privées. Une telle présentation de la réalité tient, il est vrai, de l'euphémisme car ces activités sont issues en grande partie de la privatisation d'anciens services publics (c'est le cas par exemple des taxis collectifs) ; par ailleurs, une partie de l'approvisionnement de base est désormais assurée par des magasins de proximité ou des réseaux d'achat privés qui se créent entre autonomie complète et action publique (par l'intermédiaire, notamment, des nouveaux outils de gouvernance à l'échelle régionale<sup>3</sup>).

Cet article se propose d'offrir, avec à l'arrière-plan les tendances que nous venons de décrire, un exemple de l'utilisation et de l'évaluation des infrastructures de services dans un espace rural de l'Allemagne orientale, le nord-est du Brandebourg, et d'approfondir ensuite un aspect essentiel du débat actuel en s'intéressant plus particulièrement à la question

---

3. Le travail de préparation et de coordination des projets de développement local est confié à des structures de type associatif ou à des agences privées qui prennent en charge, par exemple, les missions de diagnostic, d'évaluation et de suivi des projets (NdT).

du vieillissement dans sa dimension géographique. Cet exemple est à lire comme une étude de cas, strictement empirique, visant à illustrer certains des problèmes des espaces ruraux.

Nous proposons ici quelques résultats de la recherche consacrée à la question des services et du vieillissement que nous menons depuis 2002. Nos données sont fondées sur un inventaire des services dans toutes les localités et sur deux enquêtes par questionnaire auprès des ménages. Nous avons sondé un échantillon représentant au moins 2 % des ménages avec un minimum de trois enquêtes par localité. Au total, 5,9 % des ménages ont été interrogés. Nous avons en outre mené des entretiens semi-directifs avec des prestataires de services et des décideurs municipaux.

### **1. LA QUESTION DES SERVICES DANS LES ESPACES RURAUX PÉRIPHÉRIQUES**

Pour étudier la situation des services en milieu rural, les géographes peuvent emprunter deux voies distinctes. La première consiste, sur la base des modèles spatiaux et de la théorie des places centrales, à identifier et analyser différentes qualités de services ; la définition théorique des espaces ruraux périphériques, antérieurement élaborée (Kluczka, Betz & Kühn, 1981), est alors appliquée à des études de cas (voir, par exemple, Ellger, 2000). La seconde repose sur une approche critique de la théorie des places centrales, perçue comme orientée vers l'offre et favorable à la concentration. Cette fois, l'attention se focalise sur le concept de développement endogène qui prend le contre-pied de cette théorie. En effet, compte tenu des intérêts dominants des institutions étatiques, celle-ci néglige les structures développées en fonction du contexte local et son point de vue urbain exogène la conduit à encourager les mouvements de concentration (Henkel, 2004, p. 347).

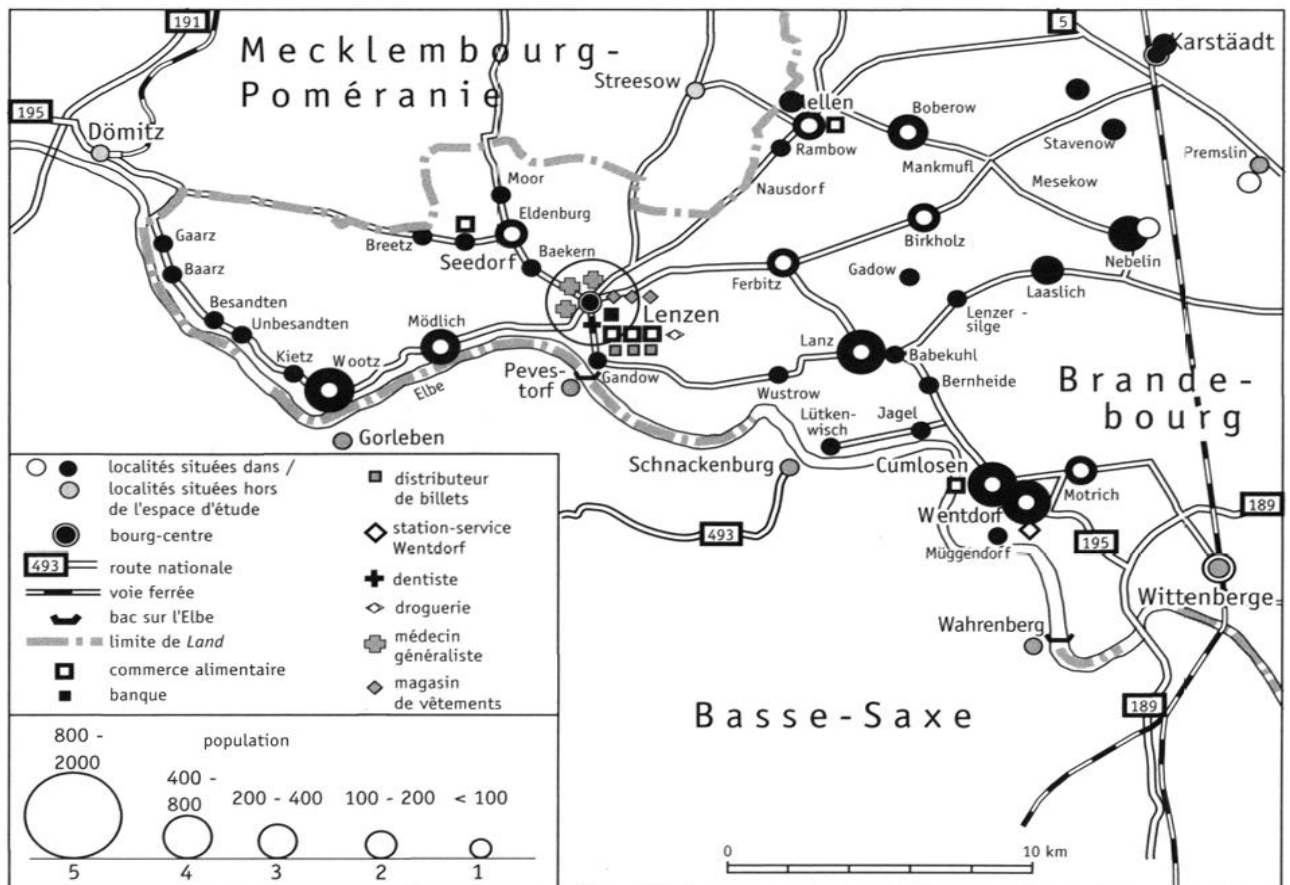
Le changement de paradigme qui se produit au profit de cette réflexion critique sur le modèle des lieux centraux et le développement en conséquence d'indicateurs statistiques ciblés sur la population et sur sa demande montrent que l'aspect qualitatif des services doit être davantage pris en compte. Aux yeux de F. Kunst (1989, p. 49), les démarches qui court-circuitent les hiérarchies urbaines ou qui allègent le fardeau des longues distances à parcourir grâce à des solutions inventives dans le domaine des transports ou à de nouvelles technologies devraient primer. Il ne s'agit nullement de substituer aux processus antérieurs de concentration une déconcentration qui serait programmée par l'État mais d'adopter avant tout des démarches participatives de bonne gouvernance en s'appuyant sur les magasins de proximité, les taxis collectifs ou les cafés-internet actuellement à l'essai. En première ligne de cette nouvelle conception, citons les « rencontres de Bleiwäsche », organisées à l'initiative de G. Henkel et C.-H. Hauptmeyer, qui rassemblent régulièrement scientifiques et prati-

ciens dans ce village de la région de Paderborn ; il en a résulté une série de déclarations et de projets participatifs locaux proposant des solutions adaptées aux situations locales.

### 1.1. L'ÉQUIPEMENT EN INFRASTRUCTURES DE LA RÉGION DE PRIGNITZ<sup>4</sup>

Un des premiers objectifs de notre recherche visait à inventorier les infrastructures, présentes et fossiles, du *Kreis* de Prignitz. L'appauvrissement des services au fil du temps, évolution de longue durée sur laquelle nous ne pouvons revenir ici en détail, correspond bien au modèle dynamique de la localisation des services construit par A. Eglitis (1999, p. 293).

#### *Distribution des infrastructures de service dans le Kreis de Prignitz, 2006*



Sources : Relevés de l'auteur, septembre 2006.

4. Le *Kreis* de Prignitz est l'un des plus ruraux du Brandebourg et de l'Allemagne. Situé à l'extrême nord-ouest du *Land*, la densité y est faible (41 hab./km<sup>2</sup>) et il a perdu près de 20 % de sa population depuis 1990. Les enquêtes de l'auteur ont été menées dans la partie orientale du *Kreis*, dans le groupement de communes (*Amt*) de Lenzen-Elbtalau (près de 4 900 habitants) dans un espace peu dense (22 hab./km<sup>2</sup>), particulièrement rural et enclavé, situé avant 1990 dans la zone sous contrôle renforcé de la frontière est-allemande. Le bourg de Lenzen, qui a le statut de ville, compte près de 2 600 habitants. La ville la plus proche est Wittenberge (19 630 habitants) à 25 km et 40 minutes de route (NdT).

La carte fait clairement ressortir la concentration des services dans la ville de Lenzen alors que, partout ailleurs, ils restent épars comme dans les villages de Seedorf, Mellen, Cumlosen et Wentdorf. Il faut néanmoins relativiser la capacité de polarisation de Lenzen car, de toute évidence, seuls les habitants de la localité et ceux de son environnement immédiat sont concernés. Pour satisfaire leur demande de biens de première nécessité et de consommation courante, un grand nombre de ménages de la région se rendent à Wittenberge et Dömitz<sup>5</sup> (Tableau 1).

TABLEAU 1  
*Services de vente des produits de première nécessité  
et de consommation courante*

	Dans la localité même	Dans d'autres localités	Principales localités d'approvisionnement
<b>Alimentation</b>	32 %	68 %	Wittenberge (26 %) Lenzen (23 %) Dömitz (15 %)
<b>Articles de droguerie</b>	20 %	80 %	Wittenberge (30 %) Lenzen (25 %) Dömitz (10 %)
<b>Habillement</b>	12 %	88 %	Wittenberge (26 %) Schwerin (9 %) Dömitz (5 %) Lenzen (5 %) Berlin (5 %)
<b>Outillage et matériaux de construction</b>	7 %	93 %	Wittenberge (59 %) Dannenberg (3 %) Lüchow (3 %) Dömitz (2 %) Perleberg (2 %)

Source : Enquête menée auprès de 133 ménages, 2006.

De manière frappante, l'on observe qu'en plus de l'attachement aux lieux d'approvisionnement les plus proches, l'Elbe constitue toujours une limite significative qui n'est transgressée que pour l'achat d'outillage et de matériaux de construction, acquis dans les grandes surfaces de bricolage de Dannenberg et Lüchow<sup>6</sup>. S'agissant de l'habillement, on s'étonne de voir nommer Schwerin<sup>7</sup> – la capitale pourtant éloignée du *Land* voisin – tout de suite après les bourgs locaux de Wittenberge et Lenzen.

5. Wittenberge (19 630 hab.) est située au sud, dans le même *Kreis*, Dömitz (3 338 hab.) immédiatement au nord, dans le Mecklembourg (NdT).

6. Ces deux villes de Basse-Saxe sont situées de l'autre côté de l'Elbe et de l'ancien rideau de fer. Dannenberg (près de 8 500 hab.) est à 33 km de Lenzen ; Lüchow (9 716 hab.) est à la même distance si l'on prend le bac pour traverser l'Elbe (NdT).

7. Schwerin (97 000 hab.), capitale du Land de Mecklembourg-Poméranie, est située à 68 km au nord de Lenzen et à 1h40 de route (NdT).

## 1.2. LES STRATÉGIES DES MÉNAGES POUR PALLIER LE DÉFICIT DE SERVICES

Le déficit de services, qu'il serait difficile de nier, oblige les ménages à des efforts considérables pour couvrir leurs besoins spécifiques et la mobilité individuelle y joue un rôle essentiel. Une réflexion sur les stratégies employées à cette fin conduit bien sûr à la question de l'auto-provisionnement pour certains produits. Indépendamment de la globalisation ou du changement post-productiviste invoqués par certains, cette pratique s'ancre dans une tradition de production alimentaire héritée de l'économie domestique sous le régime socialiste. Dans les faits, plus de 66 % des familles interrogées cultivent fruits et légumes et 35 % élèvent des animaux (de basse-cour le plus souvent). L'importance de cette contribution aux modes de subsistance ne doit pas être sous-estimée dans des conditions où les produits obtenus ne servent pas seulement à l'alimentation familiale mais aussi de monnaie d'échange et interviennent dans un système de dons qui entretient les relations de voisinage et la sociabilité villageoise.

La principale stratégie pour compenser le manque de services repose sur la mobilité. Avec 56 véhicules personnels pour 100 habitants (en 2005) et une taille moyenne des ménages de 2,11 personnes, le taux d'équipement dans le Prignitz est de 1,19 véhicule par ménage. Dans notre terrain d'étude, la communauté de communes de Lenzen-Elbtalaue, ce taux est encore supérieur – 1,28 véhicule par ménage. Notons, cependant, que près de 40 % des ménages interrogés ne disposent d'aucune voiture. Le Tableau 2 montre que les moyens de locomotion personnels dominent et que la bicyclette y occupe la deuxième place.

TABLEAU 2  
*Moyens de locomotion utilisés pour leurs déplacements  
par les ménages interrogés (en %)*

	Voiture	Moto	Bicyclette	Autobus/train	Marche
Déplacement lié au travail	47,4	0	15	4,5	6
Achats	75,2	2,3	25,6	9,8	13,5
Loisirs	65,4	3	58,6	13,5	21,8
École	4,5	0	0,8	6,8	0,8

Source : Enquête auprès de 133 ménages, 2006.

Compte tenu des écarts démographiques et socio-économiques en matière de mobilité, l'offre commerciale ambulante joue un rôle particulièrement grand dans les localités, surtout dans les espaces périphériques. Dans notre terrain d'étude, il s'agit essentiellement des tournées du boulanger, du boucher-charcutier et du marchand de surgelés, alors que d'autres régions sont par ailleurs connues pour leur offre notablement meilleure en

agences bancaires, bibliothèques ou services administratifs. Les ménages interrogés dans le Prignitz ont recours aux tournées du boulanger (41 %), du marchand de surgelés (23 %) ainsi que du boucher-charcutier (9 %) ; nos interviews de ces commerçants indiquent qu'ils sont très attentifs à la demande, se conformant aux horaires et aux lieux souhaités par la clientèle. Les tournées témoignent de la manière dont des engagements individuels locaux peuvent améliorer les services dans certaines communes. C'est le cas, par exemple, d'une commune de la région étudiée où les tournées ont été organisées à la demande du maire. En tous cas, on ne peut ignorer que, du point de vue des commerçants, celles-ci ne sont rentables que s'ils peuvent se targuer d'un bon chiffre d'affaires dans leur magasin principal. Dans le Wendland, un commerçant interviewé a ainsi qualifié son activité d'« auto-exploitation ». À la différence de la conception des services à la population fondés sur les nouvelles technologies (Kunst, 1989, p. 46 ; Weber, 2006, p. 257 sq.), on ne fait largement appel à la vente par correspondance que pour les vêtements (56 % des ménages) ; ailleurs, ce mode de consommation ne joue (encore) qu'un rôle secondaire et concerne 22 % des ménages pour l'électroménager, 18 % pour l'ameublement, 13 % pour les produits d'entretien, 1 % pour l'alimentation.

Les stratégies adoptées pour compenser le déficit en services reposent également sur de nombreuses formes de solidarité de voisinage. Le Tableau 3 illustre l'état et l'étendue de ces pratiques. Il révèle, pour la région concernée, une « sur-offre » au regard de la demande. On remarque en outre, sur le plan géographique, la dépendance statistique entre cette solidarité de voisinage et la taille des localités : dans les localités les plus petites et les plus enclavées, la solidarité joue un rôle plus important qu'à Lenzen.

TABLEAU 3

*Usages et offre des différentes formes de solidarité de voisinage (en %)*

	Usages	Offre
Achats	23,3	24,1
Garde d'enfants	6	8,3
Garde de personnes âgées	3,8	9,8
Soin des animaux	18	15
Jardinage	23,3	21,8
Courses diverses	18	18

Source : Enquête auprès de 133 ménages, 2006.

### 1.3. LES PERCEPTIONS DE LA POPULATION EN FONCTION DES PARAMÈTRES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES

L'image qui se dégage des enquêtes sur l'état des services et infrastructures et sur la distribution géographique des usages de l'offre existante est dominée par l'énorme déficit en services et les efforts considérables qu'implique la couverture des besoins. Il faut donc élargir la recherche à la perception que les habitants ont de leur situation en adoptant le point de vue des usagers. Nos résultats dans le Prignitz sont proches de ceux obtenus par A. Eglitis (1999, p. 215 *sq.*) et C. Ellger (2000, p. 53) dans leur analyse des perceptions des habitants en matière de services dans les espaces ruraux périphériques. 70 % des personnes interrogées se disent satisfaites ou très satisfaites de l'offre dans leur région (Tableau 4). La différenciation géographique en fonction du degré de centralité indique même un très haut niveau de satisfaction pour les localités périphériques.

TABLEAU 4  
*Perception de l'offre de services (en %)*

Perception pour l'ensemble de la région étudiée (133 ménages interrogés)		Perception à Lenzen (39 ménages interrogés)		Perception dans des localités périphériques (Unbesandten, Besandten, Seedorf, Breetz, Jagel, Babekuhl, Bernheide) (21 ménages interrogés)	
Très satisfait	16,5	Très satisfait	15,4	Très satisfait	23,8
Satisfait	53,4	Satisfait	53,8	Satisfait	57,1
Moyennement satisfait	15,8	Moyennement satisfait	15,4	Moyennement satisfait	4,8
Peu satisfait	6	Peu satisfait	7,7	Peu satisfait	14,3
Très insatisfait	6,8	Très insatisfait	5,1	Très insatisfait	0,0
Sans opinion	1,5	Sans opinion	2,6	Sans opinion	0,0

Source : Enquête auprès de 133 ménages, 2006.

Si l'on affine l'analyse, l'on constate tout d'abord que le taux de satisfaction dépend étroitement de l'âge des personnes interrogées. Ce sont notamment les personnes ayant entre 19 et 50 ans qui se disent les moins satisfaites. Ces résultats n'ont rien de surprenant puisque ce sont les personnes actives, dans les régions les moins équipées, qui doivent consacrer la majeure partie de leur rare temps libre à faire des courses leur imposant de longs trajets.

La prise en compte de critères socio-économiques révèle des niveaux de satisfaction élevés de près de 80 % (satisfaits et très satisfaits) dans les ménages disposant de 1 000 à 1 500 euros de revenu mensuel alors que ce taux s'abaisse à 61 % pour les ménages disposant de 1 500 à 2 000 euros et à 63 % pour ceux disposant de 2 000 à 2 500 euros. Quant à l'évaluation des changements intervenus depuis 1990, les perceptions s'avèrent majoritairement positives. Dans ce cas, c'est l'amélioration de la qualité

des produits et de la diversité de l'offre qui est citée en premier alors que le mouvement de fermeture des commerces de détail, observable depuis 1990, n'est mentionné que de manière sporadique.

TABLEAU 5  
*Perception en fonctions des classes d'âge (en %)*

	Très satisfait	Satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Très insatisfait
19-25 ans	16,7	33,3	16,7	0,0	33,3
26-50 ans	15,6	42,2	20,0	15,6	6,7
51-65 ans	17,1	54,3	25,7	0,0	2,9
Plus de 66 ans	18,6	69,8	4,7	2,3	4,7

Source : Enquête auprès de 133 ménages, 2006.

Au total, l'enquête sur les perceptions des habitants des espaces périphériques donne l'image d'une sobriété manifestement partagée par des ruraux qui font la part des avantages de leur qualité de vie et des contraintes de leur quotidien. Ainsi s'expliquerait la faible propension au départ des ménages interrogés.

#### 1.4. INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS : PAUVRETÉ DE L'OFFRE DE SERVICES, INVENTIVITÉ ET FLEXIBILITÉ DES SOLUTIONS LOCALES

Il nous faut à présent confronter les résultats de cette analyse localisée aux discours tenus sur les places centrales, l'équivalence des conditions de vie et les dynamiques endogènes (voir *supra*).

S'agissant de la centralité, on peut parler d'une acceptation contrainte des services là où ils se trouvent. L'offre de services suffit mais dans les limites des produits de première nécessité et des biens de consommation courante. En dépit des liaisons routières et ferroviaires, l'Elbe reste un obstacle et le recours à l'offre de Gartow, Schnackenburg, Lüchow ou Dannenberg en est notoirement gêné.

La promotion, par les politiques d'aménagement du territoire, d'une équivalence des conditions de vie dans toutes les régions du pays semble, du moins dans l'espace que nous avons étudié, sans grands effets tant l'offre de services s'est appauvrie. Pourtant, contrastant avec cette vision axée sur l'offre, les enquêtes montrent paradoxalement un haut degré de satisfaction des habitants. Deux raisons expliquent cette dichotomie. D'une part, les taux très élevés d'émigration dans le *Kreis* de Prignitz depuis 1990 laissent penser qu'il ne demeure plus sur place qu'une « population résiduelle » qui, bon an, mal an, s'accommode de la situation. De l'autre, l'arbitrage entre une desserte complète de type urbain et la qualité de la vie à la campagne semble peser en faveur de la seconde et se traduire par un faible

désir d'émigrer. Visiblement – et ce constat nous conduit à la question des dynamiques endogènes –, les conditions de vies sont différemment perçues sur les plans démographique et socio-économique. Aussi, comme G. Henkel (2004, p. 370), nous demandons-nous dans quelle mesure les stipulations sur l'équivalence des conditions de vie et les actions programmées qui en découlent tiennent véritablement compte des opinions émises sur place.

En définitive, notre recherche sur les usages et la perception des infrastructures dans les espaces ruraux périphériques montre que les réactions des habitants compensent les déficits en infrastructures de service. Nous avons principalement analysé les solutions qui reposent sur la mobilité individuelle, l'auto-subsistance alimentaire et les réseaux de solidarité villageoise et découvert que les habitants des petites et très petites localités déploient des stratégies flexibles et adaptées.

Dans les débats actuels sur les conditions de vie en milieu rural, la question de la desserte des espaces périphériques est étroitement reliée à celle du vieillissement des sociétés rurales. On ne peut en effet ignorer que le vieillissement croissant de la population affectera, entre autres, la mobilité individuelle, contraindra l'offre à s'adapter et à se déplacer de plus en plus et obligera les pouvoirs publics à faire preuve d'inventivité et de réactivité. Nous proposons ici de revenir sur ces débats en nous situant dans une perspective résolument géographique et en considérant le vieillissement sous l'angle des pratiques et des représentations du territoire qu'il engendre.

## 2. LES ENJEUX DU VIEILLISSEMENT DES CAMPAGNES EST-ALLEMANDES

### 2.1. RAPPEL DU CONTEXTE

Le vieillissement extrême des populations dans certaines portions du territoire est devenu une question centrale des politiques prospectives en matière de développement durable. Pour comprendre les enjeux démographiques de l'Allemagne orientale, il suffit de se pencher sur l'évolution du poids relatif des jeunes et des personnes âgées dans la société.

L'évolution démographique de l'Allemagne orientale requiert, on le comprend, la plus grande attention. Le quotient des seniors – c'est-à-dire la proportion des personnes de plus de 60 ans rapportée à la population en âge de travailler (20-60 ans) – y a augmenté de 38,5 %<sup>8</sup> entre 1950 et 1999 (Figure 1) tandis que celle des moins de 20 ans a chuté de 34,4 %.

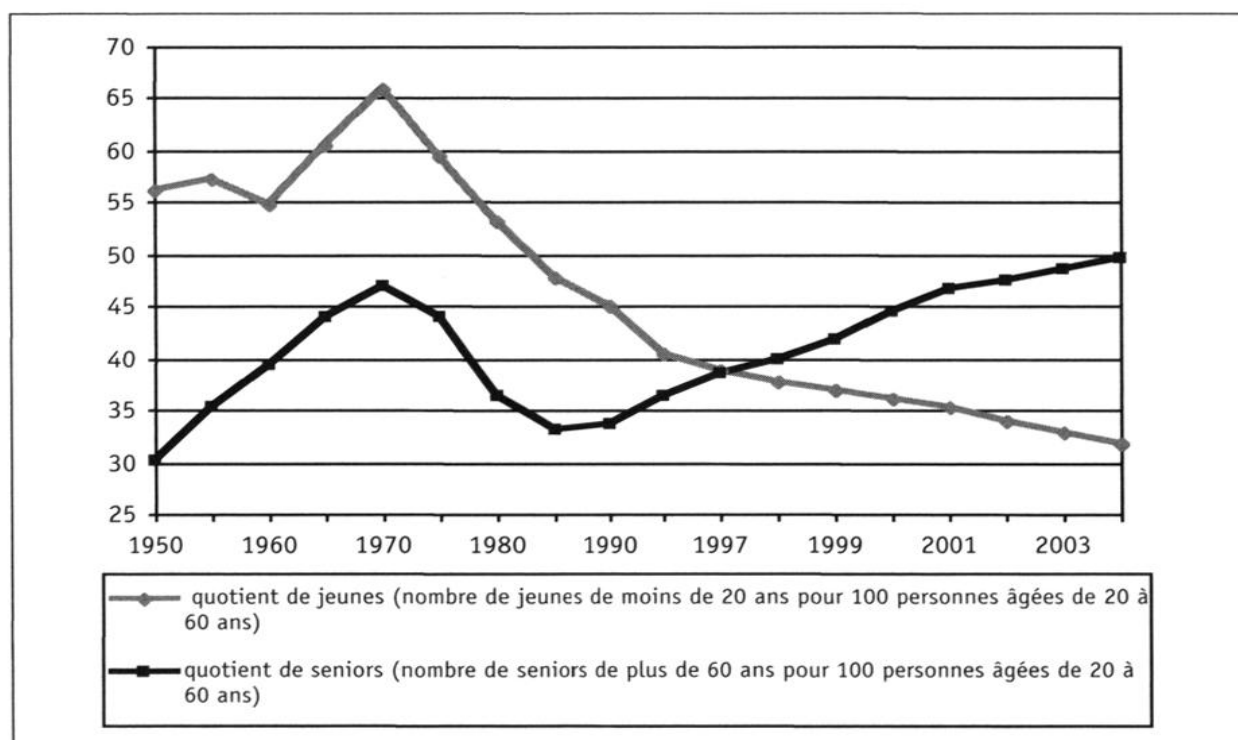
Le processus de vieillissement est géographiquement différencié et n'évolue pas de manière homogène dans les nouveaux *Länder*. Les sta-

---

8. Remarquons que le niveau actuel atteint par le quotient des seniors n'est pas inédit, son ordre de grandeur étant similaire entre 1965 et 1975.

tistiques montrent que le vieillissement, dont l'augmentation fut régulière dans les espaces métropolitains qui correspondent aux grandes agglomérations et à leurs aires d'influence directe<sup>9</sup>, connaît, depuis la fin des années 1990, une brusque accélération dans les espaces ruraux périphériques<sup>10</sup> et dans les aires polarisées par les villes petites et moyennes<sup>11</sup>. L'analyse des données régionales permet, au sein d'une tendance générale à la baisse de la population, de faire la part des flux migratoires spécifiques : les *Kreise* ruraux sont certes touchés par l'émigration mais aussi pas des mouvements plus singuliers d'immigration de retraités (Figure 2).

FIGURE 1  
Évolution de la part des inactifs (exprimée en quotient)  
en Allemagne orientale, 1950-2004



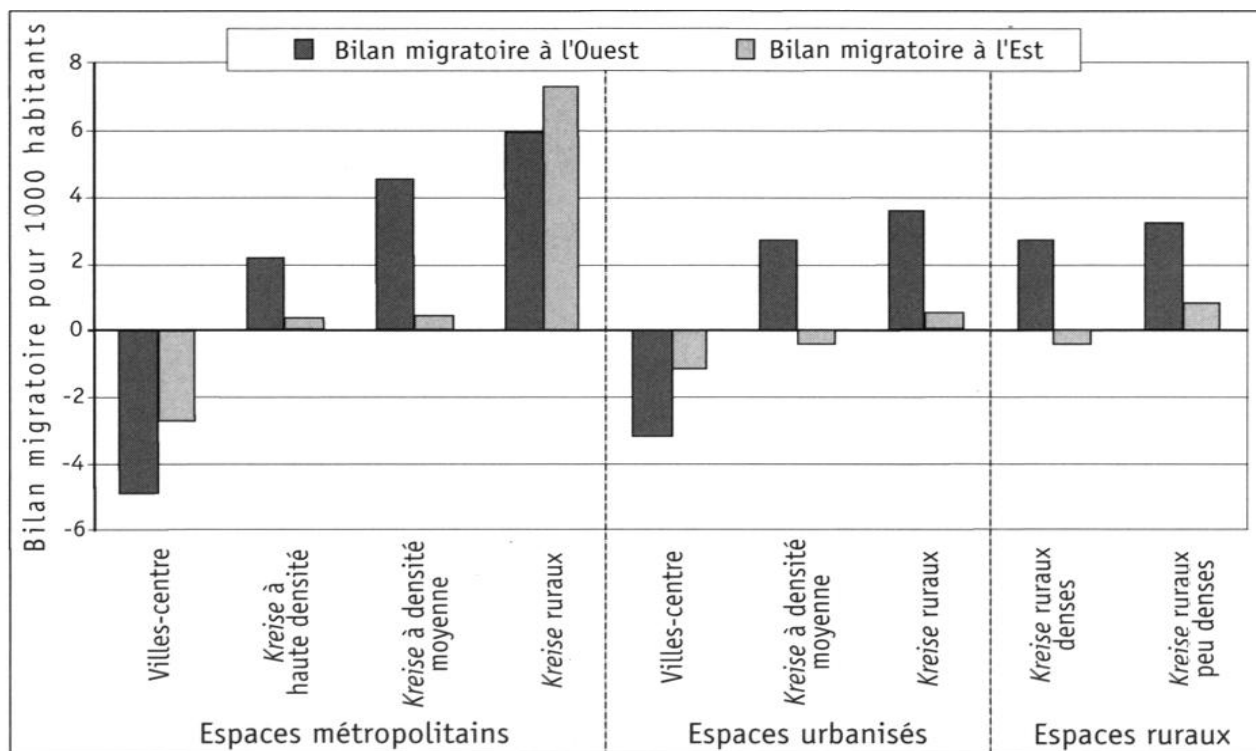
Sources : MAI, 2004, p. 108 (pour les données de la période 1950-1990) ; Deutsches Zentrum für Altersfragen, *GeroStat* (pour les données de la période 1991-2004).

9. Dans la typologie de l'Office fédéral de l'aménagement du territoire (*Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung – BBR*), il s'agit des régions de forte concentration urbaine (*Agglomerationsräume*) déclinées en trois sous-types en fonction des densités : ville-centre (*Kernstadt*), *Kreise* de densité élevée (*hochverdichtet*) et *Kreise* ruraux (*ländlich*).

10. Dans la typologie du *BBR*, il s'agit des régions rurales (*ländliche Kreistypen*) de type moins dense (*gering verdichtet*) ou plus dense (*höher verdichtet*).

11. Dans la typologie du *BBR*, il s'agit des régions urbanisées (*verstädtert*) déclinées en fonction des densités en trois sous-types : ville-centre (*Kernstadt*), dense (*verdichtet*) ou rural (*ländlich*).

FIGURE 2  
*Le bilan migratoire des plus de 65 ans en fonction du type de Kreis  
entre 1991 et 2002*



Source : POLZIN, 2005.

Les différences géographiques selon le type d'espace devraient se confirmer. L'Office fédéral de l'aménagement du territoire (*Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung – BBR*) prévoit, notamment dans les espaces ruraux, la collusion d'ici 2020 de trois processus simultanés : une baisse continue de la dynamique démographique, le fort recul du nombre d'enfants entrant à l'école et la forte croissance des personnes très âgées (*BBR, 2006*). L'état et l'évolution des infrastructures sont à lire directement en lien avec ces processus.

## 2.2. LE VIEILLISSEMENT ET LES TERRITOIRES : UNE ANALYSE PAR LES COMPORTEMENTS

Trois questions structurent ici notre analyse :

1. Quelles sont les variations géographiques du processus de vieillissement ? Plus précisément, quels sont les rapports socio-démographiques et socio-économiques géographiquement différenciés ? La plupart des travaux existants se fondent en effet sur les cohortes générationnelles pour mesurer les différences mais négligent les dimensions socio-économiques et socio-démographiques du problème.

2. Les géographes s'intéressent aux relations homme-milieu. Dans le cas du vieillissement, nous posons la question (sans pour autant céder à un schéma déterministe) des relations entre l'espace, les équipements territoriaux et une société vieillissante.

3. Cette démarche et l'application des théories behavioristes incitent à se demander quels liens interactifs et quelles interdépendances se créent entre les territoires et les personnes âgées qui y vivent.

L'originalité de ce questionnement, inscrit dans la perspective des théories behavioristes, repose sur l'intérêt heuristique d'une recherche centrée sur la relation homme-environnement : au fur et à mesure du vieillissement, le rapport à l'espace gagne en importance. L'analyse des modes d'intervention et des comportements humains, dans leur étroite inscription spatiale et dans leur influence sur l'environnement, montre clairement que ce rapport prend une dimension différente selon l'âge. Les personnes âgées sont nettement plus affectées que les jeunes par leur environnement et, plus particulièrement, par les changements de celui-ci. En même temps, elles ont moins d'influence sur sa gestion et son appropriation.

Si le rapport à l'espace se modifie incontestablement avec l'âge, les ressources disponibles, les besoins socio-économiques et les niveaux d'exigence personnelle déterminent eux aussi fortement les modalités de ces changements. Les variations géographiques dépendent donc concrètement des équilibres locaux entre immigration et émigration des personnes âgées, du rapport que les sociétés entretiennent avec elles (entre intégration et ségrégation) et de la participation aux réalités sociales et politiques dont les personnes âgées seront capables pour transformer leur environnement immédiat.

Les recherches sur le vieillissement sont de nature interdisciplinaire dans la mesure où il s'agit de saisir un processus à la fois biologique, psychosociologique et environnemental. La focalisation sur le caractère environnemental de ces processus, propre à l'approche géographique, permet d'esquisser une nouvelle direction de recherche qui se définit comme une « éco-gérontologie », une « gérontologie écologique » ou encore une « géronto-écologie » et se préoccupe, comme le fait par exemple Klaus Friedrich (1995, p. 13), de la qualité, de l'étendue et de la raison d'être des relations dialectiques entre homme et environnement.

Il apparaît ainsi que la géographie du vieillissement relève en partie de la géographie sociale qui est centrée sur les comportements, les perceptions et les actions dans l'espace d'une cohorte particulière. L'application de cette approche à une seule génération n'en diminue pas la pertinence et enrichit l'analyse des paramètres socio-économiques et socio-démographiques. Elle a pour avantage de réduire la complexité de toutes les relations possibles entre l'homme et son environnement. En même temps, elle

place au centre de l'attention un groupe qui n'est pas homogène et dont les relations homme-nature varient à la fois d'un individu à l'autre au sein du groupe et pour chaque individu.

Klaus Friedrich (1995, p. 213) propose, dans ses recherches sur les types d'interactions socio-spatiales des personnes âgées, un modèle qui restitue remarquablement la complexité de la réflexion géronto-écologique. Il part d'une analyse des types de relations que les acteurs peuvent entretenir avec leur environnement en fonction du bagage socio-culturel dont ils disposent et aboutit à une description de leur rapport à l'existence à travers la construction et les transformations de leur lien avec la société englobante. Leur capacité plus ou moins grande à compenser les handicaps est tributaire à la fois des conditions de vie matérielles et des réseaux sociaux existants ; ce sont eux, finalement, qui permettent de contrebalancer des conditions de vie dégradées. La capacité des personnes à s'inscrire dans un territoire plus ou moins vaste dépend de leur manière d'organiser, de pratiquer et de se représenter le rapport à l'espace et au temps. Elle se mesure le long d'un axe qui va de la tradition à la modernité et dont dépendent l'intensité des processus d'intégration, de mobilité, ainsi que les processus identitaires. En dépit de ces facteurs externes de différenciation des formes de partage et d'accès aux ressources, ce sont en fin de compte les dispositions intérieures des acteurs et le désir qu'ils ont de décider eux-mêmes de leur mode de vie qui s'avèrent déterminants.

TABLEAU 6  
*Estimation des conséquences spatiales du vieillissement*

	Espaces urbains	Espaces suburbains	Espaces ruraux
<b>Infrastructures</b>			
Réseaux techniques (eau, électricité, etc.)	+	+-	-
Aide sociale	+-	+-	-
Équipements touristiques	+	+	+-
Mobilité	+-	-	-
<b>Habitat</b>			
Environnement résidentiel	+-	-	+
Équipements et services	+-	+-	+-
Circulation	-	+-	+-
<b>Environnement</b>			
Utilisation du sol	effet indéterminé	effet indéterminé	effet indéterminé
<b>Action publique</b>	-	+-	+-

*Note* : Les signes « + » et « - » indiquent le degré de sollicitation des différents équipements par les personnes âgées en fonction des trois types d'espaces.

### 2.3. LES CONSÉQUENCES GÉOGRAPHIQUES DU VIEILLISSEMENT

Notre analyse des conséquences spatiales du vieillissement se concentre sur quatre éléments : les infrastructures, les formes d'habitat, l'environnement et l'action publique. La typologie des espaces retenue différencie les espaces urbains, suburbains et ruraux. Du point de vue des structures, ce sont la densité de la population, sa concentration, la dotation en services et les infrastructures de transport qui nous arrêtent.

- Sous l'effet du vieillissement de la société, les *réseaux techniques* sont confrontés à un certain nombre de problèmes de sous-exploitation et de financement. Leurs capacités d'adaptation sont variables et les difficultés qu'ils rencontrent vont, par exemple pour l'électricité, de l'incident minime sur le réseau à de sévères restrictions et, pour l'adduction d'eau, de coupures sporadiques à un fort accroissement de la demande auquel les concessions privées doivent répondre. Les espaces densément peuplés et les aires suburbaines sont moins touchés dans ce domaine que les espaces ruraux.

- Les *infrastructures sociales* sont surchargées et souffrent d'une croissance continue de la demande d'assistance. Dans une perspective spatiale, quatre remarques s'imposent.

- Les besoins en infrastructures hospitalières sont croissants et peuvent déboucher sur la constitution de véritables pôles spécialisés dans le secteur médical et paramédical comme, par exemple, à Lichterfeld dans la périphérie sud-ouest de Berlin.

- L'aide et les soins à domicile, de plus en plus répandus, permettent de prendre en charge les personnes dans leur environnement familial, modifiant en conséquence l'habitat.

- La part croissante des personnes âgées conduit à un déplacement des priorités en matière d'équipements sociaux. Les infrastructures de santé et de remise en forme prennent le pas sur les infrastructures sportives.

- Le réseau médical, jusqu'à présent étroitement organisé en fonction de la densité et de la mobilité, doit être repensé. L'idée que les espaces ruraux nécessitent moins de médecins est à reconsidérer.

Fondamentalement, ces observations sur l'adaptation en cours et prévisible des infrastructures mettent au jour des différences géographiques. Celles-ci ont trait, d'une part, aux structures démographiques des différents types d'espaces (urbains, suburbains ou ruraux) et, d'autre part, aux formes de l'habitat : la densité de la population, sa concentration et la taille des communes jouent ici un rôle décisif.

- Dans une société en cours de vieillissement, l'*offre touristique* relève également de la demande d'infrastructures. Compte tenu de leurs possibilités financières supérieures, les plus de 50 ans désirent des équipements spécifiques et adaptés.

- La *mobilité* : le vieillissement de la société entraîne à cet égard des processus d'adaptation conséquents qui portent moins sur la demande en infrastructures proprement dites (elle est plutôt en recul) que sur l'offre de services. Les infrastructures de transport doivent privilégier la visibilité, la fiabilité et la qualité de l'accueil des usagers. D'un point de vue géographique, les espaces suburbains et ruraux sont soumis, sur fond de baisse de la demande globale, à une forte pression en faveur de l'adaptation à des demandes d'un type nouveau.

- Le vieillissement a des effets notables sur l'*habitat*, en raison d'abord de la tendance des personnes âgées à changer de domicile, ce qui a des répercussions sur le marché immobilier : résidences inoccupées et demande nouvelle de logements adaptés. Les comportements migratoires de cette catégorie de la population sont complexes et largement déterminés par des considérations socio-économiques. Dans les espaces ruraux ou urbains, les mouvements migratoires des personnes âgées (qu'elles soient actives ou dépendantes) sont hétérogènes, tandis que les espaces suburbains se caractérisent par un taux de départ élevé. Ce phénomène pèse comme nous l'avons dit sur le marché immobilier : la surface habitable par personne ne décroît pas avec l'âge mais la demande de logements adaptés augmente. L'adaptation ne porte pas seulement sur les problèmes de mobilité. D'autres paramètres entrent en ligne de compte tels que la proximité du médecin, le calme du quartier ou la proximité d'espaces verts, provoquant un processus de ségrégation spatiale en fonction de l'âge et des ressources.

- Les nouveaux *services* d'aide et de soins sont un facteur supplémentaire d'évolution de l'habitat qui conduit à l'apparition de véritables pôles spécialisés, notamment dans les campagnes. Citons la transformation de châteaux et manoirs, de leurs communs et fermes, laquelle a de surcroît l'avantage de contribuer à la réhabilitation d'ensemble architecturaux complets. Bien sûr, ces processus vont de pair avec de fortes ségrégations sociales.

- La *circulation* est également touchée. La durée des feux de signalisation tout comme celle des arrêts des bus et des trains doit être augmentée ; l'offre destinée aux personnes à mobilité réduite va s'accroître et inciter à la suppression des obstacles et barrières dans les entrées, à l'installation d'ascenseurs, à l'abaissement de la hauteur des trottoirs, marquant de son empreinte l'espace public.

- En ce qui concerne les effets sur l'*environnement*, l'on observe un découplage entre l'utilisation du sol et les changements démographiques dans la mesure où ces derniers ne libèrent pas de nouvelles surfaces. L'émigration et le dépeuplement des campagnes et des grands ensembles urbains sont en principe propices à la constitution de nouveaux espaces naturels et protégés. Pourtant, selon les spécialistes (Heiland, Regener & Stutzriemer,

2005), la protection de la nature et de l'environnement tend à être marginalisée car l'attention se porte quasi exclusivement sur la mutation démographique et les défis qu'elle lance.

- Le vieillissement appelle aussi une transformation de la *gouvernance régionale* et des actions politiques de type participatif et réticulaire. Pour la science politique, la gouvernance régionale est un mode d'action publique particulièrement adapté au contexte du dépeuplement et du vieillissement. Pourtant, les interprétations de l'impact du vieillissement sur ladite gouvernance divergent. S. Bieker et F. Othengrafen (2005) voient, dans les retraités, un potentiel de bénévoles actifs disposant de temps libre et d'une longue expérience. On peut néanmoins leur opposer qu'une sur-représentation de personnes âgées engagées dans la société civile peut mener à la formation et à l'imposition d'intérêts particuliers et homogénéiser plutôt que diversifier les réseaux de participation locale et régionale. C'est la capacité d'innovation des seniors qui est ici en question. Heinrich Mäding (2006), quant à lui, évoque le risque de voir « grisonner » les programmes des partis et s'attend à ce que l'émergence d'un électorat potentiel d'âge homogène, également susceptible de s'exprimer par des initiatives « citoyennes », ait des conséquences sur les politiques communales.

#### 2.4. RÉSULTATS EMPIRIQUES

La réflexion sur la dimension géographique du vieillissement des sociétés soulève trois séries de questions. Il convient d'abord de se demander si les équipements et services des espaces atteints par le vieillissement et le dépeuplement sont adaptés à des niveaux de demande différenciés tant du point de vue quantitatif que qualitatif. La réduction de la demande va-t-elle plus ou moins de pair avec le dépeuplement ou s'agit-il d'un processus que l'on pourrait qualifier par euphémisme de « restructuration de l'offre conforme à la clientèle » ? Là aussi, se pose la question de savoir si et dans quelle mesure des espaces différemment structurés mais confrontés aux mêmes dynamiques sont affectés de manière analogue.

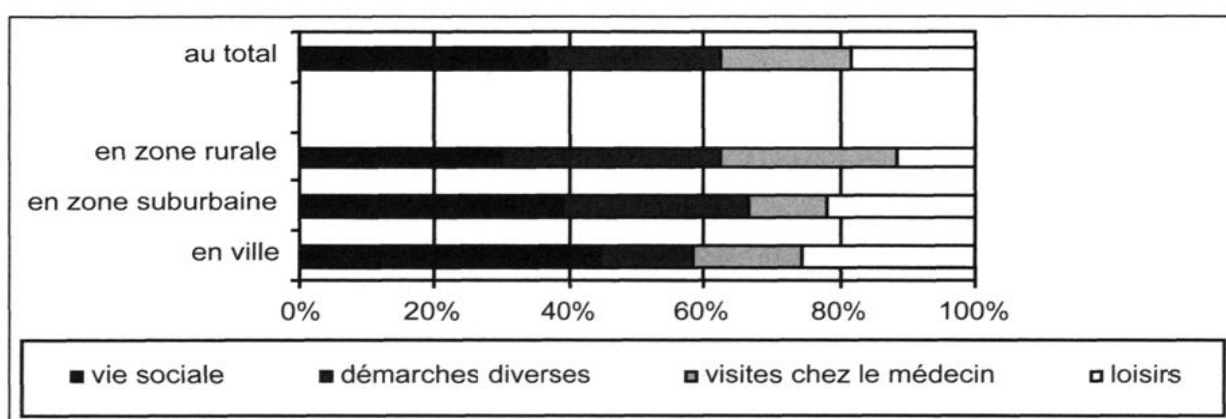
Du point de vue des personnes âgées, il faut ensuite s'interroger sur la manière dont elles se sont organisées dans les différents types d'espaces et sur les facteurs qui influencent leur mobilité spatiale et leur degré de satisfaction personnelle que nous retenons ici comme critères. Ceux-ci dépendent aussi bien des politiques publiques en matière d'infrastructures que des contextes sociaux et villageois et peuvent secondairement mettre au jour des éléments de différenciation spatiale.

Enfin, il est nécessaire d'explorer les conceptions que les divers acteurs publics et privés ont du vieillissement dans les différents types d'espaces. L'intensité des débats relatifs à ce phénomène et la quête de solutions ac-

ceptables peuvent, eux aussi, varier considérablement selon les lieux et, accessoirement, donner naissance à un champ problématique de plus.

Les interprétations qui suivent se rapporteront aux deux dernières questions, celle des équipements et services ayant été traitée dans la première partie de cet article. Nous nous intéresserons aux espaces d'action et à la perception que les personnes âgées en ont selon la zone où elles vivent afin de vérifier la différenciation géographique et l'éventuelle dépendance des premiers à l'égard des équipements et des services.

FIGURE 3  
*Activités hors du domicile*



Source : Enquête de l'auteur auprès de 253 ménages, 2005.

La Figure 3 montre que les relations sociales ont une importance primordiale dans les activités extra-domestiques. Des différences spatiales se manifestent : dans les espaces suburbains et ruraux, les démarches pratiques prennent davantage de temps qu'en ville au fur et à mesure que le rayon de déplacement augmente ; il en est de même pour les visites chez le médecin. Si les loisirs sont moins fréquemment mentionnés dans les campagnes, c'est probablement parce que le jardinage y joue un rôle majeur et n'est que rarement perçu comme un loisir. En ce qui concerne la fréquence des activités, on remarque la tendance croissante des personnes âgées, en ville et en milieu suburbain, à multiplier les déplacements pour des activités isolées, ce qui s'explique notamment par le temps dont elles disposent. Dans les espaces ruraux en revanche, ces personnes groupent souvent leurs activités du fait, essentiellement, de la concentration de l'offre en certains lieux et de son éloignement.

L'analyse de la perception de leur lieu de vie par les personnes âgées indique que, pour la totalité d'entre elles, la qualité de l'environnement est une priorité qu'elles évaluent positivement tandis qu'elles sont insatisfaites de leur qualité de vie, des infrastructures techniques et de leur accès aux commerces. Sur le plan géographique, les espaces ruraux se distinguent

nettement par leur rapport positif à l'environnement social et à l'identité locale ; les services sociaux y sont en revanche perçus négativement.

Outre l'estimation des équipements et services territoriaux dans chacun des espaces urbains, suburbains et ruraux et l'analyse des stratégies des personnes âgées pour s'adapter et s'acclimater à leur environnement, une géographie du vieillissement ne saurait perdre de vue les principaux acteurs locaux confrontés à la prise en charge de celui-ci. Il est ainsi possible de mieux saisir le contexte dans lequel les services et équipements locaux interviennent et, éventuellement, leur appréciation par les usagers. On peut de surcroît supposer que la confrontation avec le vieillissement est perçue avec une intensité très variable selon le type d'espace.

## 2.5. LE RÔLE DES ACTEURS DE LA PRISE EN CHARGE DU VIEILLISSEMENT

Dans ce domaine, les acteurs peuvent être répartis en quatre groupes : les acteurs politiques, les acteurs des secteurs médico-sociaux – publics et privés – et ceux des services. Bien que nous n'abordions ici que quelques questions, traitées faute de place dans leurs plus grandes lignes, les hypothèses de portée générale sur la pertinence du critère géographique dans la différenciation des acteurs sont confirmées.

Examinons d'abord comment le vieillissement est perçu par les différents acteurs. Globalement, le phénomène est partout pris en compte mais selon des modalités différentes en fonction des lieux et des acteurs. Ainsi ceux du secteur médico-social, qui ne peuvent l'éviter, y sont confrontés massivement. Pour ce secteur, la concentration de personnes très âgées est particulièrement sensible, amenant une large clientèle avec ce que cela peut supposer de problèmes de tous ordres.

Il apparaît également qu'au niveau politique des *Bezirke*, des communes et des groupements de communes, le phénomène est en partie ignoré dans sa complexité, d'où une discordance avec le débat public et l'intensité du traitement politique de cette thématique à l'échelle des *Länder* et de l'État fédéral (voir, par exemple, le nombre imposant de commissions d'enquête et de nouveaux postes de coordinateurs auprès des gouvernements des *Länder*). Ceci se vérifie surtout dans les campagnes. S'agissant des acteurs politiques, leurs expériences personnelles s'immiscent plus que chez d'autres dans leur représentation du vieillissement et c'est souvent sur elles qu'ils fondent leurs décisions. Les acteurs du secteur médico-social et des services, au contraire, se réfèrent en premier lieu à leur expérience professionnelle.

Les services médico-sociaux et leurs acteurs évaluent la question d'un point de vue économique, ce qui n'exclut évidemment pas d'autres para-

mètres. Les entreprises privées (comme, par exemple, *Vivantes*<sup>12</sup>) abordent le problème sous l'angle de la rentabilité tandis que celles du secteur intermédiaire, qui se situent entre objectifs économiques et caritatifs (par exemple, les fondations), accordent moins de poids à cette dimension. L'appréciation du phénomène semble donc tenir à la perspective adoptée et au type d'activité concerné. Les approches varient selon que les acteurs raisonnent en termes de rentabilité économique ou en termes réactifs et interactifs. Tout dépend alors du potentiel de clientèle, notamment dans le cas des services médicaux.

De même, les appréciations divergent en fonction des critères géographiques et de manière particulièrement significative. Dans les espaces ruraux et suburbains, il est frappant de constater à quel point l'on recourt aux réseaux sociaux pour les services de soin. À en croire les personnes interrogées, les autorités politiques comptent même très explicitement sur eux pour assurer ces services. Par ailleurs, dans les campagnes, les acteurs médicaux estiment que la mobilité des services de soin est fondamentale en raison des distances et du refus des individus de renoncer à leur lieu de vie. Dans les villes, les structures de soin et les maisons de retraite sont fortement sollicitées du fait de la proportion plus faible des personnes propriétaires de leur logement et de la fragilité des réseaux sociaux (éloignement de la famille).

À tous les niveaux territoriaux, chacun s'accorde pour admettre que le problème du vieillissement ne peut être pris en charge uniquement par l'État mais qu'il doit aussi s'appuyer sur les réseaux sociaux. C'est ainsi que les différentes institutions politiques font campagne pour que les individus se prennent eux-mêmes en charge, notamment dans les espaces ruraux où les structures familiales sont stables. L'assistance et les soins prodigués par les familles permettent aisément de nier le problème d'un point de vue politique et, souvent, il est même occulté. Ce n'est pas le cas en milieu urbain où l'aide bénévole est sollicitée, notamment celle des jeunes retraités. Dans les zones suburbaines, on tente de promouvoir le rapprochement des générations sans évoquer directement la question des soins et de l'assistance.

## 2.6. ÉVALUATION DES RÉSULTATS : UNE GÉOGRAPHIE TRÈS DIFFÉRENCIÉE DES ENJEUX POLITIQUES ET SOCIAUX DU VIEILLISSEMENT

On observe en premier lieu d'importantes sources de conflit entre les acteurs qui se déterminent en fonction de la clientèle potentiellement concernée. Les services, privés ou non, du secteur médico-social appréhendent le vieillissement du point de vue des besoins sociaux et médicaux et concen-

12. Société disposant d'un des plus vastes réseaux d'hôpitaux et de cliniques de l'Allemagne (NdT).

trent leur énergie sur les besoins en soins selon le niveau d'équipement exigé. À l'inverse, au niveau local, les autorités politiques se déchargent de leur responsabilité optant, d'un côté, pour la prise en charge de la grande vieillesse par l'État-providence et, de l'autre, pour l'auto-organisation et les initiatives personnelles des retraités plus jeunes et plus actifs.

Une analyse plus approfondie conduit toutefois à nuancer dans le temps et l'espace le recours à l'initiative privée, à l'auto-organisation et aux réseaux familiaux ou de voisinage. Dans les zones suburbaines, ces formes de coopération semblent tout juste se mettre en place tandis que dans les espaces urbains et ruraux, d'autres formes de solidarité sont mobilisées : familiales dans les campagnes et extra-familiales dans les villes. L'espoir de venir à bout des difficultés de la prise en charge des personnes âgées grâce aux bénévoles semble pourtant hasardeux. D'une part, les sociétés urbaines sont touchées par des changements plus profonds que les sociétés rurales sous l'effet de mouvements migratoires qui freinent la constitution de réseaux stables. D'autre part, il ne faut pas oublier que, dans les espaces ruraux périphériques, le vieillissement est provoqué par le départ des jeunes générations. Les structures familiales se disloquent, laissant aux jeunes seniors, à leur tour vieillissants, la charge de s'occuper des seniors les plus âgés.

En même temps, les décideurs politiques interrogés ne savent pas à quels modèles se référer pour susciter les solidarités de voisinage. Par réflexe, ils comptent bien davantage sur le contrôle social pour induire ce genre de pratiques, difficiles sinon impossibles à ordonner. Les autorités s'épuisent à rédiger d'innombrables « guides pratiques » destinés aux personnes âgées et à devoir tenir compte des objections de tant de « conseils d'anciens ».

Nos résultats, encore provisoires, autorisent néanmoins de premières conclusions sur les caractères géographiques du vieillissement. D'abord, l'espace géographique joue un rôle décisif et différencié en ce qui concerne les équipements et services dédiés aux personnes âgées, la localisation de ceux-ci étant déterminante. Ensuite, la sensibilisation au problème de l'accès aux services – mesurable par le degré de satisfaction –, les types d'activité et leur rayon d'action sont distribués géographiquement mais ne sont pas clairement déterminés par les types d'espace. L'enquête auprès des personnes âgées dans les trois espaces considérés montre bien davantage que la différenciation s'opère en fonction de l'intensité de la sensibilisation des individus ou, tout au moins, des groupes ciblés.

Enfin, les paramètres géographiques ne conditionnent que partiellement les choix des acteurs politiques et de ceux des services publics et privés. L'attention à leur clientèle et au chiffre d'affaires domine dans le secteur des entreprises de service tandis que les décideurs politiques sont, à des degrés divers, guidés par des préoccupations électorales. Quoi qu'il en soit,

soulignons que le débat sur le vieillissement révèle un modèle géographique de distribution aléatoire des services. Dans le Brandebourg, la politique de promotion de « villages vivants » comporte aussi une forte dimension géographique, ces villages étant très dispersés. De même, certaines communes ou régions poursuivent avec l'aide du programme LEADER+ des objectifs ambitieux de compensation du changement démographique.

## CONCLUSION

Penser le dépeuplement et le vieillissement des nouveaux *Länder* en termes géographiques constitue un défi scientifique et politique. Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet mais présentons néanmoins ici les principaux résultats de nos recherches sur la géographie des services dans des espaces ruraux en voie de vieillissement accéléré.

Notre analyse des politiques visant à instaurer des conditions de vie équivalentes dans les espaces ruraux périphériques montre qu'au-delà des disparités géographiques existantes, de nouvelles disparités émergent du fait de l'augmentation de l'écart démographique entre espaces ruraux et urbains. Elle met notamment en évidence que l'absence actuelle d'infrastructures à proximité des lieux de résidence favorise la mobilité des habitants et encourage des formes d'auto-organisation et d'auto-provisionnement. Sur ce point, il faut donc étudier de près les tendances à l'intégration ou, inversement, à l'exclusion socio-économique dans les communes rurales. C'est d'elles que dépend, pour une grande part, la capacité des sociétés locales à surmonter les handicaps. Si pour les personnes mobiles, la distance les séparant d'un large éventail de services joue un rôle secondaire, pour les personnes à mobilité réduite, en revanche, les autres solutions qui se dégagent (par exemple, les tournées de commerçants ou les magasins de proximité) présentent encore des inconvénients notoires et restent très insuffisantes sur le plan qualitatif. Seules des analyses rigoureuses menées au niveau concret des pratiques et des comportements des habitants peuvent expliquer pourquoi les nouveaux *Länder* recueillent un taux relativement élevé de satisfaction pour la qualité de leurs services, alors qu'ils obtiennent de mauvais résultats lorsque la qualité de la vie et la vitalité économique sont en question. La compréhension des processus en cours passe également par des analyses effectuées à une échelle suffisamment fine pour saisir les nuances au niveau très local, là où se joue la couverture des besoins de base. Des différences géographiques sont en effet perceptibles entre les niveaux d'infrastructure, non seulement dans les trois types d'espaces (métropolitains, urbanisés ou ruraux), mais encore à l'intérieur d'un même type et ce, en fonction de la densité de peuplement.

Le défi spécifique lancé par le vieillissement extrême doit être abordé dans toute sa complexité. Il touche différemment les espaces considérés : l'évaluation de ses conséquences et des modes d'intervention qu'il suscite exige de savoir différencier ces espaces et les problèmes singuliers qui s'y posent. De même, il faut savoir décrypter les interactions des personnes âgées et de leur environnement. La démarche géronto-écologique proposée par Klaus Friedrich (1995) à partir des espaces de perception et d'action des personnes âgées souligne l'intérêt que présente pour la recherche géographique leur modification en fonction du vieillissement. Il convient aussi de s'appuyer plus largement sur des paramètres socio-économiques et socio-biologiques, dans une perspective générationnelle de type démographique, pour mieux réfléchir aux aspects spatiaux du processus de vieillissement de la société. La distribution spatiale de groupes définis de seniors n'aide pas seulement à évaluer les enjeux futurs de l'assistance et des services de soin mais aussi à déterminer comment les personnes âgées pourraient s'acquitter de fonctions de stabilisation spatiale, voire même d'innovation.

Dans les espaces ruraux de l'Allemagne orientale où se combinent dépeuplement, fragmentation sociale et tendances à l'exclusion, les instruments politiques capables d'en atténuer les conséquences ont été jusqu'à présent inefficaces du fait de leur incapacité à gérer de front la simultanéité et la concentration spatiale de ces processus. Nous avons plaidé ici pour une approche pluridisciplinaire liant deux traditions scientifiques : la tradition analytique de l'étude descriptive des pratiques et ses méthodes quantitatives, d'une part, et la tradition critique appuyée sur des concepts humanistes, herméneutiques et phénoménologiques et sur ceux de la théorie de l'action, d'autre part. Peut-être les chercheurs pourront-ils, en s'inspirant de cette démarche, proposer des analyses et des solutions à la hauteur des enjeux politiques et sociaux que constituent le dépeuplement et le vieillissement des campagnes dans les nouveaux *Länder*.

(Traduit de l'allemand par Béatrice von Hirschhausen)

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARLÖSIUS E. (2006), « Gleichwertig ist nicht gleich », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 37, pp. 16-22.
- BERTRAM H., HRADIL S. & KLEINHERZ G. (Hrsg.) (1995), « Sozialer und demographischer Wandel in den neuen Bundesländern », *Berichte zum sozialen und politischen Wandel in Ostdeutschland*, Bd. 6, Opladen: Leske+Budrich, 385 p.
- BIEKER S. & OTHENGRAFEN F. (2005), « Organising Capacity. Regionale Handlungsfähigkeit von Regionen im demographischen Wandel », *Raumforschung und Raumordnung*, Bd. 63, Heft 3, pp. 167-178.
- BUNDESAMT FÜR BAUWESEN UND RAUMORDNUNG (2006), *Raumordnungsprognose 2020/2050*, Bonn.
- DEICH I. & PFEFFERKORN F. (1995), *Die betrieblichen Sozialeinrichtungen und ihre Transformation bei vormaligen Volkseigenen Betrieben und Kombinat*, Leipzig: Leipziger Institut für Praktische Sozialforschung, Bd. 6, Heft 5.
- EGLITIS A. (1999), *Grundversorgung mit Gütern und Dienstleistungen in ländlichen Räumen der neuen Bundesländer. Persistenz und Wandel der dezentralen Versorgungsstrukturen seit der deutschen Einheit*, Kiel: Geographisches Institut.
- ELLGER C. (2000), « Dienstleistungen im ländlichen Raum – Versorgung aus Sicht der Nutzer, räumliche Verflechtungsmuster und zentrale Orte untersucht im südlichen Landkreis Dahme-Spreewald », *Manuskripte zur empirischen, theoretischen und angewandten Regionalforschung*, Bd. 38, Berlin.
- FRIEDRICH K. (1995), *Altern in räumlicher Umwelt. Sozialräumliche Interaktionsmuster älterer Menschen in Deutschland und in den USA*, Darmstadt: Steinkopff.
- GANS P. & SCHMITZ-VELTIN A. (Hrsg.) (2006), *Demographische Trends in Deutschland. Folgen für Städte und Regionen, Räumliche Konsequenzen des demographischen Wandels*, Teil 6, Hannover: Akademie für Raumforschung u. Landesplanung, 382 p.
- HEILAND S., REGENER M. & STUTZRIEMER S. (2005), « Auswirkungen des demographischen Wandels auf Umwelt- und Naturschutz. Blinder Fleck in Wissenschaft und Planungspraxis? », *Raumforschung und Raumordnung*, Bd. 63, Heft 3, pp. 189-198.
- HEIMPOLD G. (2003), « Zur Ausstattung der deutschen Regionen entlang der Grenze zu Polen mit wichtigen Wachstumsfaktoren », *Wirtschaft im Wandel*, Bd. 9, Heft 7, pp. 215-221.
- HENKEL G. (2004), *Der Ländliche Raum, Gegenwart und Wandlungsprozesse seit dem 19. Jahrhundert in Deutschland*, 4. Auflage, Leipzig/Stuttgart: B.G. Teubner.

- KAPPHAN A. (1996), « Wandel der Lebensverhältnisse im ländlichen Raum », in Strubelt W., Genosko J., Bertram H., Friedrichs J., Gans P., Häußermann H., Herlyn U. & Sahner H. (Hrsg.), *Städte und Regionen, räumliche Folgen des Transformationsprozesses, Berichte zum sozialen und politischem Wandel in Ostdeutschland*, Bd. 5, Opladen: Leske+Budrich, pp. 217-253.
- KLUCZKA G., BETZ R. & KÜHN G. (1981), *Nutzung und Perspektiven privater und öffentlicher Infrastruktur in peripheren ländlichen Räumen*, Veröffentlichungen der Akademie für Raumforschung u. Landesplanung, Beiträge, Bd. 50, Hannover : Schroedel, 253 p.
- KÖNIG K. & HEIMANN J. (1996), *Aufgaben- und Vermögenstransformation in den neuen Bundesländern*, Baden-Baden: Nomos, 146 p.
- KUNST F. (1989), « Infrastruktur im ländlichen Raum unter den Bedingungen funktionsräumlicher Maßstabsvergrößerung », *Informationen zur Raumentwicklung*, Heft 1, pp. 39-50.
- LANGHAGEN-ROHRBACH C. & GRETSCHEL S. (2005), « Westdeutsche Kommunen und der demographische Wandel. Ergebnisse einer Kurzbefragung und ihre Konsequenzen », *Raumforschung und Raumordnung*, Bd. 63, Heft 3, pp. 223-231.
- MÄDING H. (2006), « Demographischer Wandel als Herausforderung an die Kommunen », in Gans P. & Schmitz-Veltin A. (Hrsg.), *Demographische Trends in Deutschland. Folgen für Städte und Regionen, Räumliche Konsequenzen des demographischen Wandels*, Teil 6, Hannover: Akademie für Raumforschung u. Landesplanung, pp. 338-354.
- MAI R. (2004), *Abwanderung aus Ostdeutschland. Strukturen und Milieus der Altersselektivität und ihre regionalpolitische Bedeutung*, Frankfurt/M., Berlin: Peter Lang, 257 p.
- MANZ G. & WINKLER G. (1988), *Sozialpolitik*, Berlin (Ost): Die Wirtschaft.
- MÜLLER B. & SIEDENTOP S. (Hrsg.) (2003), *Schrumpfung – Neue Herausforderungen für die Regionalentwicklung in Sachsen/Sachsen-Anhalt und Thüringen, Räumliche Konsequenzen des demographischen Wandels*, Teil 1, Hannover: Akademie für Raumforschung u. Landesplanung, 154 p.
- POLZIN D. (2005), *Wanderungen älterer Menschen in Deutschland. Unveröffentlichte Präsentation zum Praktikum im Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung im Herbst 2005* ; [http://131.220.126.241/pdf/lehre/diplomarbeiten/Polzin\\_Diplomarbeit.pdf](http://131.220.126.241/pdf/lehre/diplomarbeiten/Polzin_Diplomarbeit.pdf)
- SCHÄFER U. (1996), « Veränderungen in der wohnungsnahen Infrastruktur », in W. Strubelt, J. Genosko, H. Bertram, J. Friedrichs, P. Gans, H. Häußermann, U. Herlyn & H. Sahner (Hrsg.), *Städte und Regionen, räumliche Folgen des Transformationsprozesses, Berichte zum sozialen und politischem Wandel in Ostdeutschland*, Bd. 5, Opladen: Leske+Budrich, pp. 327-356.

- STRUBELT W. & Zimmermann H. (Hrsg.) (2005), « Demographischer Wandel im Raum: Was tun wir? », *Räumliche Konsequenzen des demographischen Wandels*, Teil 5, Hannover: Akademie für Raumforschung und Landesplanung.
- Themenheft zum demographischen Wandel* (2002), *Raumforschung und Raumordnung*, Bd. 60, Heft 2, 166 p.
- Themenheft* (2006), « Neue Leitbilder der Raumentwicklung in Deutschland », *Informationen zur Raumentwicklung*, Heft 11/12, Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung, pp. 605-735.
- WEBER G. (2006), « Sicherung der Grundversorgung mit Gütern und kommerziellen Diensten vor dem Hintergrund des demographischen Wandels in Österreich », in P. Gans & A. Schmitz-Veltin (Hrsg.), *Demographische Trends in Deutschland. Folgen für Städte und Regionen, Räumliche Konsequenzen des demographischen Wandels*, Teil 6, Hannover: Akademie für Raumforschung u. Landesplanung, pp. 242-262.
- WINKEL R. (2006), « Die Auswirkungen des demographischen Wandels auf die soziale Infrastruktur », in P. Gans & A. Schmitz-Veltin (Hrsg.), *Demographische Trends in Deutschland. Folgen für Städte und Regionen, Räumliche Konsequenzen des demographischen Wandels*, Teil 6, Hannover: Akademie für Raumforschung u. Landesplanung, pp. 172-191.